



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

LUNDI 22 MAI 2023 - N° 1257 - 53° ANNÉE - 4,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Extraterrestre

Dans un monde de l'image, celle d'un président remontant des Champs-Élysées qu'il a fait interdire à la foule lors de la cérémonie du 8 mai est particulièrement désastreuse. Surtout qu'elle renvoie à un autre 8 mai, où le général de Gaulle descendait à pied les mêmes Champs-Élysées, entouré d'une foule immense ; ou au couronnement de Charles III deux jours avant, qui a vu se tisser les liens entre le peuple et son roi au cours d'un cérémonial ancestral.

Mais pour comprendre ce désastre, il faut sortir de la simple « communication » à sens unique sur écran géant. Une cérémonie publique, codifiée, rendant hommage à la Nation, c'est plus qu'un spectacle. C'est, avec l'onction de l'Histoire, la communion du peuple et de son représentant, qui s'en trouve une fois de plus adoubi. Les sondages n'ont rien à y voir : on peut être un chef d'État mal-aimé de beaucoup mais reconnu comme légitime par tous. Mais la légitimité n'est jamais assurée, elle doit être constamment évaluée et renouvelée. Sans cette légitimation répétée, les liens entre nation et gouvernement se défont, ce qui mène à la paralysie puis à la révolution.

Comment Emmanuel Macron peut-il être aussi aveugle à cette évidence, au point de vouloir « dissoudre le peuple » qui vote contre lui ? Comment peut-il ne pas comprendre l'importance de ces rencontres, que le plus limité de « ceux qui ne sont rien » ressent au plus profond de son être ? Nous savons maintenant que les extraterrestres existent : il y en a un à l'Élysée !



Les leçons d'un couronnement



Foule considérable à Londres. Célébration dans tout le royaume. Deux milliards de téléspectateurs. La symbolique royale dans toute sa force.

THE ROYAL FAMILY - PHOTO OFFICIELLE.

La monarchie britannique est la seule en Europe qui maintienne la cérémonie du sacre. Inimitable, le couronnement de Charles III échappe à la société du spectacle. Ce qui est affirmé par les rites, c'est la permanence et la solidité du lien qui unit le peuple assemblé par la médiation des personnes royales.

Lien selon l'esprit, qui relie aux rois de la Bible et au christianisme tel que l'Angleterre l'a for-

mulé. Lien selon l'histoire commencée voici plus de mille ans. Lien vécu comme promesse d'avenir dans le moment du couronnement puis lors des deux journées conviviales qu'il engendre.

Voici, dans toute sa plénitude, la force de la symbolique politique qui prend d'autres formes sur le continent mais qui est indispensable à la cohésion nationale. L'article de Denis Cribier en page 2.

Emmanuel Macron l'assiégé

Emmanuel Macron et la macronie sont en proie au complexe obsidional. Ils l'ont bien cherché !

L'Élysée et le quartier des ministères prennent des allures de camp retranché et le moindre déplacement officiel se fait à l'abri de murailles policières. À l'isolement physique des dirigeants, correspond une rigidité accrue des discours et comportements.

Ce mode de gouvernance exaspère une partie de l'opi-

nion publique, mise en colère par la réforme des retraites et accablée par l'inflation. Comment prétendre réparer en cent jours les dégâts provoqués par l'obstination présidentielle ? Le risque est celui d'un durcissement, plus ou moins masqué par de nouveaux « récits » et de nouvelles postures. L'article de Gaël Brustier en page 5.

Dans ce numéro :

Page 4 : La percée des médias alternatifs.

Page 7 : La diplomatie verte (Costa Rica).

Page 11 : Georges Sorel, maître d'énergie.

Page 12 : Présence de Vladimir Jankélévitch.

Page 14 : Solange Ferré de Bourgogne.

Page 16 : Éditorial : Notre vie avec les fantômes.

Le sacre et le couronnement d'un roi

Le 6 mai 2023, près de 70 ans après le sacre et le couronnement d'Élisabeth II (le 2 juin 1953), Charles III, son fils aîné, 40^e successeur de Guillaume le Conquérant, est entré en l'abbaye de Westminster, à Londres, pour s'y faire sacrer et couronner roi. Tandis que son épouse Camilla, jusque-là reine consort, devient reine à part entière.

À la mort de la reine Élisabeth, le 8 septembre 2022, Charles III lui a succédé, la monarchie britannique excluant toute vacance du pouvoir. L'intronisation marquait la première étape de son avènement, suivie par deux autres : le sacre et le couronnement.

Le 5 mai, comme pour les funérailles d'Élisabeth II, le couple royal a reçu à Buckingham Palace d'innombrables chefs d'État et dirigeants de la planète, faisant de Londres, une nouvelle fois, la capitale diplomatique du monde, symbole du *soft power* royal britannique.

Devant pas moins de deux milliards de téléspectateurs, le sacre et le couronnement, qui reproduisent les plus anciennes traditions de la monarchie britannique et de la chevalerie, héritées du Moyen Âge, fascinent toujours autant. Ils se déroulent immuablement en cinq phases : la reconnaissance du nouveau roi par les personnes présentes, et au-delà, aux quatre points cardinaux ; le sacre, faisant de l'être profane, une personne sacrée ; la prestation de serment du roi ; le couronnement ; et enfin, l'acclamation et l'hommage.

Le sacre symbolise l'alliance qui unit le roi à Dieu, dont il est le lieutenant et le serviteur sur terre, suivant ainsi la tradition héritée des rois d'Israël (David et Salomon) et formulée par saint Paul : « toute autorité vient de Dieu ». C'est la reconnaissance de sa légitimité envers Dieu et le peuple, par l'Église anglicane, qui exprime ce lien lors des sacrements donnés au roi, qui en est également le gouverneur suprême. Le couronnement, qui depuis près de mille ans a lieu en l'abbaye de Westminster, est le point culminant de la légitimation du nouveau roi ; il symbolise l'alliance du roi et du peuple devant Dieu et le monde.

Charles III a voulu moder-



Le couronnement du roi Charles III. Une journée mêlant tradition, unité nationale et liesse populaire.

niser, ouvrir et raccourcir la cérémonie, qui n'a duré qu'à peine plus de deux heures et a été limitée à 2 000 invités, mais qui a compris pour la première fois toutes les composantes de la société : anglaise, de souche ou non, aristocratique ou non (les pairs héréditaires du royaume n'ont pas tous été invités), de toutes catégories sociales, en faisant honneur aux communautés, organisations caritatives et personnes méritantes, dont les jeunes aidés par le *Prince's Trust* quand Charles était prince de Galles. Cette célébration se voulait également, pour la première fois, œcuménique, en présence de tous les chefs religieux de toutes les confessions que

compte le Royaume-Uni, et à travers le monde, le Commonwealth ; même l'Église catholique en la personne du cardinal Nichols a béni le roi, tandis que le cardinal Pietro Parolin était à la tête d'une délégation du Saint-Siège.

Au moment du sacre, le roi, habillé du *colobium sindonis* en lin blanc, symbole de pureté, va s'asseoir sur le trône d'Édouard le Confesseur, reposant lui-même sur la pierre de Scone dont l'histoire relie les rois écossais aux textes bibliques. Il va être momentanément soustrait à la vue du public, caché par des paravents en tissu brodé des fleurs symbolisant les quatre nations du Royaume-Uni et des

feuilles représentant les nations du Commonwealth (une initiative du roi). Ayant reçu l'onction par l'archevêque de Cantorbéry Justin Welby, et l'huile, consacrée spécialement au Saint-Sépulcre, par le patriarche de Jérusalem Théophile III, le roi sacré prête serment sur la Bible en déclarant qu'il n'est pas là pour servir, mais pour servir, qu'il sera le défenseur des humbles, le protecteur de l'Église, défenseur de la foi mais aussi de toutes les autres confessions.

Avant que ne soit posée sur sa tête, par l'archevêque de Cantorbéry, la réplique de la couronne de saint Édouard (créée pour Charles II), ont été remis dans les mains du roi,

Sur le mur de Jean Chouan

CES ANGLAIS, DÉCIDÉMENT, ILS FONT TOUT À L'ENVERS. TIENS, DERNIER EXEMPLE :



ILS AIMENT UN ROI QU'ILS N'ONT PAS CHOISI...



...ALORS QUE NOUS, NOUS DÉTESTONS UN PRÉSIDENT QUE NOUS AVONS ÉLU !



QUOIQUE DANS CE CAS JE ME DEMANDE QUI EST LE PLUS À L'ENVERS...



les regalia, symboles du pouvoir temporel et spirituel.

L'assistance clame alors « *God save the king!* » et son fils William, prince de Galles, est le premier à lui rendre hommage, selon le rite chevaleresque, en tant que son homme lige, en lui prêtant serment de loyauté par un baiser.

Sacré et couronné, le roi va revêtir la *supertunica* et le manteau impérial brodé d'hermine, quitter la couronne du sacre pour porter, cette fois, la couronne impériale d'État, celle qui est portée également lors de l'ouverture annuelle du Parlement.

Une foule en liesse se précipite sur la plus grande avenue de Londres (le Mall) afin de venir acclamer le roi, la reine et la famille royale, au balcon de Buckingham Palace, et trois jours de festivité ont été décrétés : banquets de quartier spontanés, concert public au château de Windsor, et un jour consacré, à l'initiative du roi, à inciter la population à faire œuvre de charité auprès d'associations caritatives.

Un grand moment d'union et de convivialité nationale à méditer, alors qu'en France la foule fait peur et est écartée des cérémonies du 8 mai aux Champs-Élysées!

GOD SAVE THE KING! ■

DENIS CRIBIER.

Retraites : la page n'est pas encore tournée

Le 8 juin prochain, le groupe LIOT présentera sa proposition de loi visant à abroger le report de l'âge légal de la retraite. Il n'est pas impossible qu'il réussisse.

Lorsqu'un gouvernement ne dispose pas de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, un groupe charnière peut jouer un rôle décisif. C'est le cas du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoriaux (LIOT) constitué en juin 2022, par vingt députés de gauche, de droite et régionaux.

Favorables à la décentralisation, ces députés se déclarent « *attachés au progrès, à la justice et à la cohésion sociale* » et s'opposent à la réforme des retraites. Après les brutalités procédurales qui ont attisé la colère d'innombrables citoyens, il était logique que le groupe LIOT dépose sur le Bureau de l'Assemblée une proposition de loi visant dans son premier article à abroger le recul de l'âge légal de départ à 64 ans et l'accélération de l'augmentation de la durée de cotisation. L'article 2 propose l'organisation avant la fin de l'année d'une conférence sur le financement du système de retraite, et l'article 3 prévoit que la charge pour l'État et pour les organismes de sécurité sociale soit compensée



Charles de Courson. L'homme qui sème la panique au sein de la macronie.

« *par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs* », et celle des « *collectivités territoriales* » « *par la majoration de la dotation globale de fonctionnement* ».

La page de la réforme n'est donc pas tournée. D'ailleurs, l'Élysée, Matignon et les chefs de la majorité parlementaire s'inquiètent. Il est certain que tous les députés d'opposition, à droite et à gauche, voteront la proposition de loi, de même que 25 députés LR. Président du groupe LIOT, Bertrand Pancher estimait à la mi-mai qu'il manquait cinq députés pour que la proposition de loi fût adoptée.

La macronie évoque un déluge d'amendements qui permettraient de ralentir le débat parlementaire jusqu'à minuit, afin d'empêcher un vote au cours de l'unique journée prévue pour la niche parlementaire du groupe LIOT. On invoque l'irrecevabilité de la proposition qui serait contraire à l'article 40 de la Constitution aux termes duquel les propositions et amendements « *ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique* ». Mais la proposition LIOT a été déclarée recevable par le Bureau de l'Assemblée et son article 3 prévoit un mécanisme de compensation financière. On rappelle enfin que l'abrogation de la réforme éventuellement votée à l'Assemblée nationale ne serait pas votée au Sénat et qu'il suffirait qu'ensuite les présidents des deux assemblées, favorables à la réforme, décident de ne pas réunir la Commission mixte paritaire.

Quelle que soit la tactique finalement choisie, la majorité présidentielle ne fera qu'attiser la colère. ■

SYLVIE FERNOY.

L'Écho du net

■ « **Choose France** ». – Emmanuel Macron a reçu le 15 mai, au château de Versailles, plus de 200 patrons de multinationales étrangères, pour la sixième édition de *Choose France*. Il est « promis » un montant record de 13 milliards d'euros d'investissements qui devraient permettre de créer 8000 emplois.

Cela fournit au mensuel *Capital* l'occasion d'ironiser sur le ton triomphal de la communication élyséenne : « *La France, septième puissance économique mondiale, veut absolument adopter des comportements et attitudes normalement inhérents aux économies dites en voie de développement, quitte à aller jusqu'à singer le "cargo cult", ce fameux "culte" que les aborigènes reculé et isolés des Nouvelles-Hébrides (l'actuel Vanuatu) avaient envers les para-*

chutages de produits, nourriture, médicaments et autres rations que leur faisaient très régulièrement les Forces aériennes américaines pendant la Seconde Guerre mondiale dans le Pacifique. Au point de l'ériger en un dieu à vénérer, à célébrer et... à implorer ». Le mensuel dénonce cette obsession des anglicismes : « *Choose France : on pourrait aussi être suffisamment fier de notre langue nationale – qui est également langue officielle des Nations unies, de l'UE et de l'OTAN – pour "Choisir la France", y compris et surtout au sommet de l'État* ».

Quant au fond de l'affaire, l'article mentionne deux recherches sur les investissements directs étrangers (IDE) qui « *sont particulièrement intéressantes à cet égard. Ce sont celles de l'UNCTAD (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement ; CNUCED en français) et de l'UE. Et elles nous*

informent que, de manière générale, ce sont les pays en voie de développement qui utilisent cet indicateur, car ils ne sont pas en capacité de développer par eux-mêmes leur propre économie. Ils doivent donc compter sur la force financière, sur la technologie, des groupes et puissances étrangères qui, moyennant quelques "accommodements" (droit du travail, fiscalité avantageuse, salaires faibles, rapatriement des dividendes, travaux d'infrastructures payés par le pays d'accueil, etc.) de la part du pays "hôte", veulent bien consentir à "investir" dans les dites économies ».

Par ailleurs, quand on lit, dans le dernier rapport annuel du Trésor sur le contrôle des investissements étrangers en France, qu'en 2022 le ministère des Finances a autorisé 131 rachats de sociétés considérées comme stratégiques sur 325 dossiers déposés, on ne peut que souscrire à la conclusion : « *Loin*

d'être un sujet de satisfaction et encore moins de fierté, c'est plutôt un marqueur de mauvaise santé à la fois économique, scientifique, technologique et commerciale pour un pays développé. L'expression d'un déficit, d'un décrochage (d'une faillite ?) intellectuel, stratégique et industriel, et aussi, en creux, l'aveu d'une forme de renoncement, de résignation, de reddition, voire de soumission », surtout quand ce marqueur est complété par « *la balance du commerce extérieur. Or, celle-ci est, pour la France, littéralement abyssale : un déficit de 164 milliards pour l'année 2022, soit le double de celui déjà pharaonique de 2021* ». Donc, vraiment pas de quoi pavoiser.

LOÏC DE BENTZMANN.

<https://www.capital.fr/economie-politique/choose-france-pour-quoi-vouloir-absolument-se-penser-et-se-comporter-comme-un-pays-en-voie-de-developpement>

Des médias toujours plus proches de leurs publics

La profusion de médias alternatifs sur des plateformes de vidéos (YouTube, Dailymotion, PeerTube) offre une information ou un divertissement différents, voire complémentaires, aux médias historiques.

En raison de la diversification des moyens de produire du contenu audiovisuel et de la chute des prix pour y parvenir, n'importe qui peut se rêver en présentateur de son propre journal ou vulgarisateur de son sujet de prédilection. Il est bientôt fini le temps où un public massifié regardait un journal ou une émission avec une durée fixe et à une heure précise. Ces médias ont permis à une population jeune, née avec les ordinateurs portables, tablettes et smartphones, de s'intéresser à des sujets de société, à la politique, aux sciences, au cinéma, etc.

Ce qui oppose ces nouveaux médias à la TV réside dans leur spécialisation – à l'exception de quelques rares cas. On peut donc suivre un Youtuber ne parlant spécifiquement que de stratégie militaire et de l'histoire qui lui est associée, le tout dans des formats de longueur variable. La durée n'est plus une limite puisque les plateformes d'hébergement permettent un stockage quasi



Image de couverture du site Le Média TV. Pour de nombreux jeunes, une alternative à l'information officielle.

illimité. Les principaux facteurs qui délimitent le contenu sont l'audience qu'obtiendra le créateur... Des entretiens fleuves (comme sur Thinkerview) permettent de développer des sujets techniques ou politiques d'une manière quasi impensable sur une chaîne de TV (ou sur la plupart des stations de radio).

Et il ne faut pas oublier que ces médias vivent essentiellement de dons – et de la publicité dans une moindre mesure –, ce qui leur permet de produire à leur rythme en suivant les

souhaits de leur auditoire. Certains vont jusqu'à reproduire un système d'abonnement qui se verrait sur les chaînes cryptées comme Canal+ avec un système d'accès privilégié et de contenu exclusif pour leurs donateurs; c'est particulièrement le cas de médias politiques comme *LeMediaPourTous*.

Si l'on se concentre sur les médias politiques, on voit que c'est le seul lieu où se constatent des tentatives d'imitation du format télévisuel avec un plateau, un présentateur, des invités, des chroniques, des

émissions, du direct, etc. Bien qu'ils singent la TV, ces médias ont la particularité d'assumer leur ligne éditoriale, avec des prises de position plus marquées que sur des chaînes généralistes, qui se prétendent neutres... Certains politiques ont d'ailleurs bien compris l'intérêt de ces nouvelles formes d'échange avec le jeune public et ont lancé leur propre média comme les députés socialistes Boris Vallaud et Philippe Brun sur le réseau social Twitch.

Certains de ces médias accumulent plusieurs centaines de milliers de spectateurs (comme *Science étonnante*), voire plusieurs millions (comme *Vilbrequin*). Ils portent une voix et une manière de vulgariser les informations ou la culture qui permettent d'y développer une proximité, stimulée par l'échange entre le public et l'auteur avec les sections « commentaires », lieux de débats parfois enflammés et difficiles à maîtriser, surtout si la vidéo parle donc de politique ou bien de sport.

Il faudrait encore évoquer les médias multiplateformes alliant vidéos, podcasts, écrits et même parfois livres. Affaire à suivre. ■

GUILLAUME VILLERS.

La quinzaine sociale

■ **Élisabeth Borne consulte.** – Reçus à Matignon les 15 et 16 mai, les numéros un des cinq organisations syndicales représentatives (CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC et CGT) ont tour à tour rappelé leur ferme opposition à la réforme des retraites. Élisabeth Borne s'est montrée ouverte à la discussion sur plusieurs dossiers (conditionnalité des aides publiques aux entreprises, révision des grilles salariales, ouverture d'une négociation sur la hausse du point d'indice dans la fonction publique, emploi des seniors...), mais a renvoyé la plupart de ces sujets à la discussion avec le patronat dont elle recevra les représentants à partir du 22 mai.

À l'issue de ces rencontres, une multilatérale rassemblant

tous les partenaires sociaux et présidée par Emmanuel Macron ou Élisabeth Borne pourrait être organisée avant le 8 juin, date de l'examen par les députés de la proposition de loi déposée par le groupe LIOT pour abroger la réforme des retraites. Sophie Binet (CGT) a dit ne pas voir l'utilité d'une telle réunion qui risquait de déboucher sur une « une photo de classe des syndicats avec le professeur Macron », sans « annonces concrètes sur la question du retrait de la réforme des retraites ou de la hausse des salaires ». Prochaine étape: la présentation, le 30 mai, des revendications portées par l'intersyndicale opposée à la réforme des retraites.

■ **Emmanuel Macron décide.** – À la veille de son intervention télévisée sur TF1 le 15 mai,

Emmanuel Macron a reçu à l'Élysée les économistes qui avaient contribué à la rédaction de son programme économique de 2017: Jean Pisani-Ferry, Philippe Aghion, Pierre Cahuc et Gilbert Cette. C'est lors de cette discussion qu'a germé l'annonce faite par le président de la République de diminuer de deux milliards les impôts qui pèsent sur les classes moyennes. Mathieu Plane, économiste à l'OFCE (de tendance keynésienne) a fait le calcul et en a déduit que cela représenterait une baisse d'impôt de... 10 à 15 euros par an pour les personnes concernées.

■ **Vertbaudet.** – Après deux mois de mobilisation, les salariés grévistes qui tenaient un piquet de grève sur le site de l'entreprise de vente par correspondance Vertbaudet

à Marquette-lez-Lille (Nord) pour réclamer une revalorisation salariale ont été délogés le 16 mai par la police. À l'origine de ce mouvement, se trouve la dénonciation par la CGT (minoritaire) de l'accord, issu des négociations annuelles obligatoires, signé par la direction de l'entreprise (rachetée en 2021 par un fonds de pension) ainsi que par FO et la CFTC (majoritaires). Cet accord prévoit le versement d'une prime à chaque salarié en 2023, mais aucune hausse de salaire. Or, déplore la CGT, qui réclamait une augmentation de 150 euros net par mois « pour permettre de ne pas survivre, mais vivre correctement », les primes – contrairement aux salaires – ne sont pas reconductibles d'une année sur l'autre et sont exonérées de cotisations retraite.

N. P.

Complexe obsidional du pouvoir macronien

Atteignons-nous le paroxysme de la crise de régime ? Le président de la République semble en tout cas atteint d'un complexe obsidional, ce qui est plutôt préoccupant pour les quatre prochaines années.

Pour Emmanuel Macron, être hué à Sélestat – ville qui a voté à près de 60 % pour lui en 2022 au deuxième tour et près de 29 % au premier tour – est le présage de quatre années de contestation rampante dans un contexte de déstabilisation internationale aiguë. La contestation en cours achève de détacher de nouveaux groupes sociaux, non seulement de la présidence Macron, mais aussi du régime de la V^e République. Tous les ministres font l'objet de manifestations bruyantes lors de leurs déplacements.

Écllosion d'un syndrome obsidional.

– L'esprit du constituant de 1958 était d'instaurer un parlementarisme « rationalisé » pour éviter les successions de crises fatales aux deux régimes républicains précédents. Le biais qui ne cesse de se renforcer depuis l'instauration du quinquennat, c'est le renforcement des pouvoirs élyséens et de la solitude présidentielle. Le risque majeur est de voir le président de la République céder à un complexe obsidional. À l'abri de la Constitution, la tentation de faire du chef de l'État un « despote éclairé » est bien là. C'est une tentation qui ne peut qu'être exacerbée dans le contexte international. Alors qu'il aurait pu prendre acte de sa très relative victoire face au RN et à la NUPES en juin 2002 aux législatives, le président active tous les leviers constitutionnels pour rester le « maître des horloges ». L'évidence prend le pas : le président, jour après jour, ne sera plus maître que d'une chose : du moment de son départ.

Emmanuel Macron peut-il réparer en cent jours les dégâts de trois mois de mobilisation contre sa réforme des retraites ? Il n'en prend pas le chemin. L'envoi au tribunal de manifestants n'est pas de nature à calmer les opposants à la réforme des retraites. Ses voyages en province, à force d'ériger cordons policiers et déroulements feutrés pour initiés, vont vite être perçus comme une tournée de villages Potemkine. Les termes, le ton employé à l'égard des manifestants comme les postures sont de moins en moins tolérés et de plus en plus perçus comme des bravades ou des provocations. Le public présent n'est pas celui des Gilets jaunes ; il est plus large et agglomère cadres et vraisemblablement des électeurs autrefois convaincus par le discours macronien. Certains sont excédés par une façon de gouverner autant que par le projet de réforme des retraites. D'autres se saisissent du mouvement pour protester contre la dégradation de leurs conditions de vie.



Concert de casseroles contre la présence de Macron à Lyon, le 8 mai 2023.

Après le COVID, l'encouragement au télétravail n'avait pas dit toutes ses raisons et motivations. La réforme des retraites est apparue comme l'antithèse de cette incitation au télétravail, initialement perçue comme une synthèse du *cocooning* et de la vie au travail. Il est symptomatique de l'époque, que bien des organisations syndicales n'ont pas voulu voir les risques du télétravail sur le rapport de force entre travail et capital. Le pouvoir semble donc empêtré, aux yeux de beaucoup de Français, dans d'inextricables contradictions.

Jamais, dans les décennies précédentes, pareil arsenal policier n'avait entouré l'Élysée ou les ministères.

La rigidification du cœur du régime. – Cependant, la Constitution protège un président qui ne cache pas vouloir gouverner par décrets. Plus il est politiquement mis en cause, plus le régime se rigidifie. Ce complexe obsidional mène l'Élysée et le quartier des ministères à devenir une sorte de Fort Alamo : jamais, dans les décennies précédentes, pareil arsenal policier n'avait entouré l'Élysée

ou les ministères. L'usage des casseroles lancées au préalable par les manifestants a pris une ampleur inégalée du fait des mots du président et des interdictions préfectorales comme des confiscations policières. On finirait par penser que le président devient, sinon un agent provocateur, du moins un formidable chargé de communication des manifestants.

Si l'on s'en remet à *La sociologie des crises politiques*, le grand ouvrage de Michel Dobry, l'épisode est très compréhensible. Le brouillage des appartenances politiques provoque une forme de retour sur l'*habitus* du président, moins « banquier de chez Rothschild » (comme une opinion complotiste se complait à le souligner sans cesse) que profondément de sa classe sociale, et inspecteur général des Finances de profession, un des grands corps de l'État – qui brille par sa réputation d'être indifférent aux autres corps du même État. Ce qui est à craindre, c'est donc la crispation du pouvoir présidentiel face à la crise. Reste à savoir si le délitement de la coalition sociale présidentielle va s'intensifier ou se résorber dans un changement de cap et de direction politique.

La situation semble être d'autant plus une impasse que les oppositions politiques sont jugées peu crédibles quant à une alternative politique. Pendant un quart de siècle, les « républicains des deux rives » ont rêvé de faire turbuler le système. Le dernier d'entre eux, Jean-Pierre Chevènement, a fait désormais le pari du ralliement à la présidence Macron. Les grands ténors du RPR comme Philippe Seguin et Charles Pasqua ont depuis longtemps disparu, les vigies gaullistes historiques également. Confronté au bateau ivre de la NUPES et à l'iceberg du RN, le pays doute de son régime, sinon du jeu électoral et démocratique.

L'attitude du président de la République déconcerte par son apparente légèreté. Prisonnier de la vulgate des milieux politiques actuels sur le « récit », le « narratif », il pense vraisemblablement qu'une parole peut en effacer une autre, qu'un acte ou un déficit d'action sera compensé par une splendide digression ou une nouvelle provocation lors d'un discours ou d'un déplacement. Là est sans doute le problème : désormais, les amortisseurs démocratiques se sont effondrés. Même Matignon n'a plus aucune valeur de fusible ; l'Élysée est donc en toute première ligne pour quatre épuisantes années. ■

GAËL BRUSTIER.

L'Arménie abandonnée ?

L'Arménie est en proie à une crise aux multiples facettes : politique, économique, militaire, diplomatique - une crise qui peut un jour menacer sa survie.

Alors que l'attention de la communauté internationale est retenue par la crise ukrainienne, l'Arménie est en proie à une menace existentielle majeure. En cause, tout d'abord, la crise du Haut-Karabagh. En 1988, dès avant donc la disparition de l'URSS (1991), des affrontements ont éclaté entre les Arméniens de cette région placée sous l'autorité azérie par Staline en 1921, et le gouvernement de Bakou. L'Arménie indépendante a volé au secours de ceux qu'elle considérait comme ses compatriotes, chassés l'Azerbaïdjan de la région séparatiste en 1994, et s'est emparée d'une zone tampon lui permettant de relier la République autoproclamée d'Artsakh à la mère patrie.

Les autorités azéries n'ont depuis lors eu de cesse de préparer la revanche. L'Arménie n'a trouvé son salut qu'à travers un rapprochement avec la Russie et dans une moindre mesure avec l'Iran. Pour la Russie, c'est un moyen de garder un pied dans le Caucase et pour l'Iran d'endiguer toute



Le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan. La relation avec Moscou n'est plus au beau fixe.

vellité des Azéris de s'unifier avec l'Azerbaïdjan iranien. En 1945 déjà, un mouvement autonomiste inspiré par l'URSS avait touché cette région, mouvement écrasé dans le sang par le régime des Pahlavi. Lorsqu'à l'automne 2020, les Azéris ont eu les moyens de repartir à l'attaque, ils ont récupéré tous les territoires perdus et même un peu plus, et l'armée arménienne a été surclassée.

Le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, a été contesté dans la rue par des Arméniens qui lui ont reproché l'incurie de l'armée et ses mau-

vaises relations avec Moscou en raison d'un rapprochement avec l'Union européenne et les États-Unis, qui n'a servi à rien. Si la Russie est intervenue aux côtés de la Turquie pour obtenir des deux belligérants un accord très défavorable à l'Artsakh, on l'a soupçonnée cependant d'avoir voulu sanctionner le Premier ministre arménien pour sa politique extérieure. Elle ne tenait sans doute pas à remettre en cause ses bonnes relations avec la Turquie sur le théâtre d'opération syrien, et la crise ukrainienne a rendu la question arménienne péri-

Voix étrangères

■ **Du Potomac au Danube.** – Les deux périodiques britanniques opposés, le libéral *The Spectator* et *The New Statesman* à gauche, se sont interrogés sur la droite nationale-conservatrice dans la perspective d'un forum de cette mouvance, qui s'est tenu mi-mai au Royaume-Uni, après une conférence européenne ratée à Budapest les 4 et 5 mai. Si les partis européens situés à l'extrême droite restent divisés, la confusion n'est pas moindre aux États-Unis entre républicains trumpistes et reaganien, libertariens et interventionnistes, néo-conservateurs et isolationnistes. *The Spectator* titre « *La nouvelle droite ne va nulle part – et elle le sait* ».

Au cœur de la controverse, une revue d'idées américaine qui a été lancée en 2017 pour donner une cohérence doctrinale au slogan « *MAGA* » (la Grande Amérique)

et qui, au bout de six mois, a rompu avec le trumpisme : *American Affairs*. Dans sa dernière livraison (printemps 2023), son cofondateur dresse le bilan des élections de mi-mandat, défavorables aux candidats républicains : « *Requiem pour le réalignment* ». Son argument est simple : l'économie. La lutte contre le *wokisme* est bonne mais ne suffira pas. On ne consolidera pas la base ouvrière sans répondre à ses besoins vitaux. Une majorité, même au sein des Républicains, ne rejette plus l'intervention de l'État. Il faut abandonner le conservatisme fiscal et le moins d'État pour promouvoir la réindustrialisation et soutenir la cellule familiale. La revue publie des articles de pensée économique axés sur une refonte du capitalisme.

L'auteur, Gladden Pappin, 40 ans, fut à Harvard un élève de Harvey Mansfield, spécialiste de Machiavel et biographe de Tocque-

ville. Après l'Université catholique Notre-Dame, déçu du trumpisme, il est passé en 2021 des rives du lac Michigan à celles du Balaton. Cette année, après avoir acquis la citoyenneté magyare, il a été nommé par Viktor Orbán à la présidence de l'Institut hongrois des affaires étrangères et du commerce.

Un autre Américain a débarqué il y a quelques mois sur les bords du Danube, mais n'a pas eu encore les honneurs d'être reçu par le Premier ministre : David Pressman, 46 ans, nouvel ambassadeur désigné par Joe Biden, premier diplomate de carrière à ce poste, qui a la lourde tâche de succéder à un ami politique de Donald Trump et favori de Viktor Orbán. Le *New York Times* attribue cette hostilité au fait que l'ambassadeur a présenté ses lettres de créance à la présidente, « *en famille* » : avec son compagnon et leurs enfants, deux jumeaux.

Y.L. M.

phérique. Depuis février 2023, les Azéris imposent un blocus à l'Artsakh, en violation des accords de cessez-le-feu. Ils se disent prêts à le lever si les Arméniens acceptent la création d'un corridor souverain passant sur le territoire arménien et permettant de relier le Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan, créant par là-même une continuité territoriale entre ce pays et la Turquie. Silence radio du côté de la Russie et des Occidentaux, à part peut-être la France, malgré les appels à l'aide de l'État et de la diaspora arménienne. L'Artsakh meurt et l'Arménie plonge dans les divisions, l'incompétence, la corruption. Le pays semble entrer en agonie, à moins d'un sursaut international. ■

MARC SÉVRIEN.

Les Faits marquants

■ **Côte d'Ivoire.** – Dirigeants politiques et scientifiques de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne se sont réunis la semaine dernière à Abidjan pour aborder l'enjeu de la fertilité durable des terres, mise à mal par l'agriculture, l'orpaillage et le commerce du bois. L'agroforesterie (association d'arbres, de cultures ou d'animaux sur une même parcelle) a été identifiée comme l'une des solutions les mieux adaptées à la crise des sols.

■ **Mexique.** – Maire d'Iguala de 2012 à 2014, José Luis Abarca Velázquez (centre gauche) vient d'être reconnu coupable de l'enlèvement de six dirigeants syndicaux en 2013 et de l'assassinat de l'un d'entre eux. Condamné à une peine de 92 ans et 6 mois de prison, il est de surcroît mis en cause dans l'enlèvement, en 2014, des 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa, tués et brûlés dans une décharge.

■ **Turquie.** – Le président sortant, Recep Tayyip Erdoğan, a frôlé une réélection dès le premier tour de la présidentielle, organisée le 14 mai. Crédité de 49 % des voix, il a devancé le candidat de la coalition d'opposition Alliance pour la Nation Kemal Kılıçdaroğlu (44 %), qu'il affrontera au second tour le 28 mai. Tenues le même jour, les législatives ont offert la victoire aux partisans d'Erdoğan, qui conserveront la majorité absolue au Parlement.

CASIMIR MAZET.

La diplomatie climatique étant fondée sur le consensus, le rôle des moindres États est crucial, mais il n'est pas neutre. Les plus faibles peuvent parfois cacher les plus gros intérêts.

Les amis verts (II) : San José

PAR YVES LA MARCK

La diplomatie en matière de climat demeure un exercice multilatéral. L'art consiste à bâtir des alliances, nouer des coalitions, produire du consensus. La France, depuis la COP 21 à Paris en 2015, y excelle, s'associant avec soit un grand comme l'Inde (*Royaliste* n° 1256), soit un ou plusieurs « petits ». L'axe entre Paris et San José est exemplaire à cet égard.

Où est-ce, le Costa Rica ? Combien de divisions ? – 52 000 km², sept millions d'habitants, à 75 % dans la capitale San José. Le numéro de mars 2023 de la revue *Géo* en a fait sa couverture : « *Le Costa Rica déroule le tapis vert. Ici la nature est reine et les habitants ont fait de sa préservation leur credo. Entre Caraïbes et Pacifique, ce petit État concentre 5 % de la biodiversité mondiale et, par bien des aspects, montre l'exemple.* » Raison suffisante pour que la France fasse équipe avec le Costa Rica pour coprésider le sommet sur la préservation de l'Océan et celui sur la protection des forêts tropicales.

Il faut dépasser l'image d'Épinal. Il y avait à ce rapprochement d'autres raisons, légitimes, sans qu'elles cessent d'interroger. Parmi les bonnes raisons, la francophonie – seul pays d'Amérique latine où le français est langue obligatoire dans le secondaire –, la politique de paix : ayant fait le choix en 1949 de se passer d'armée nationale, le pays a servi de médiateur dans les incessantes guerres civiles centre-américaines. Son président de l'époque, Óscar Arias Sánchez, a reçu le prix Nobel de la paix en 1987. Le président Mitterrand lui avait apporté son soutien, faisant même déjà du Costa Rica une plate-forme de la diplomatie régionale de la France.

La situation actuelle n'est pas merveilleuse. Les cinq voisins, Nicaragua, Salvador, Honduras et Guatemala au nord, Panama au sud, sont en proie à l'insécurité, à la corruption, au trafic de drogue, à des formes de gouvernement de plus en plus autoritaires, qui gagnent le paisible Costa Rica, champion de l'indice du bonheur humain, « *Suisse de l'Amérique centrale* », qui, selon la conférence épiscopale catholique nationale à Pâques, traverse l'un des « *moments les plus difficiles de son histoire* ». Le président actuel, Rodrigo Chaves Robles, à Paris le 24 mars, a alerté sur l'afflux de réfugiés (100 000 en provenance du Nicaragua, en proie à une répression sévère par le couple présidentiel Ortega, ex-révolutionnaire sandiniste) et des gangs chassés du Salvador (par la main de fer du jeune président Nayib Bukele).



La forêt équatoriale, au sud-est du Costa Rica.

Histoire de famille. – Le président Chaves, élu l'an dernier, a également épousé un style populiste plutôt inhabituel au Costa Rica. Le favori du premier tour, rejeté au second, n'était autre qu'un ancien président entre 1994 et 1998, José María Figueres Olsen. Accusé de compromission avec la société française Alcatel, il est le fils du président José Figueres Ferrer dit

Il ne saurait y avoir de « petits pays » dans les relations internationales.

Don Pepe (1906-1990), qui gouverna le pays à trois reprises (1948-1949, 1953-1958, 1970-1974). Mais le plus célèbre rejeton de la famille est la fille de celui-ci, Christiana Figueres Olsen, qui, comme directrice générale de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) de 2010 à 2016, se considère comme l'artisan de l'accord de Paris de 2015, alors qu'elle s'était investie dans la promotion des mécanismes de marché. Candidate au poste de secrétaire général de l'ONU en 2016 (jusqu'au 4^e tour de scrutin), elle se lança dans le lobbying de la « *finance verte* » dont elle est devenue une des vedettes internationales. Familière des grands entrepreneurs mondiaux (et associée à Jeff Bezos), elle a développé le « *capitalisme vert à visage humain* », une écologie « *optimiste* » où le marché

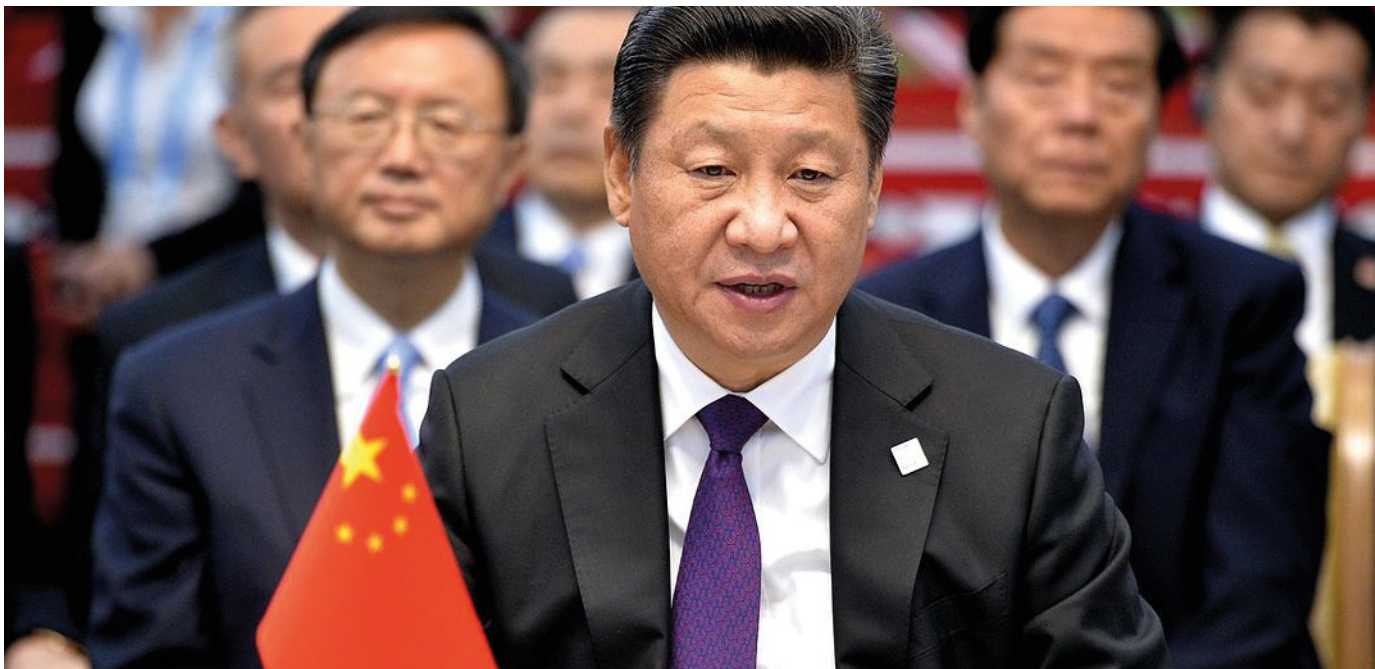
et les « *ultra-riches* » verraient dans la lutte contre le réchauffement le moteur de l'investissement et du profit (1). Avant de revenir se présenter au Costa Rica l'an dernier, son frère avait été le directeur général du Forum économique mondial de Davos (2000-2004).

Ce parcours familial révèle qu'il ne saurait y avoir de « petit pays » dans les relations internationales ; une ex-république bananière, sans importance stratégique, peut jouer un rôle de premier plan. Un « petit pays » peut avoir accès à la justice internationale comme vient de le montrer la validation du recours présenté par le Vanuatu. Comme États, le poids des faibles peut être décuplé par des coalitions et des alliances avec des États puissants. Dans le cas du Costa Rica, comment ne pas apercevoir la séculaire influence du grand voisin du nord, principal investisseur, principale origine du tourisme, notamment l'éco-tourisme. Washington apporte la garantie de la stabilité. La conjonction des efforts avec la France dans la perspective du sommet mondial sur l'Océan prévu à Nice en juin 2025, avec une réunion intermédiaire au Costa Rica en 2024, peut s'interpréter comme une volonté d'équilibre par rapport au grand voisin.

Sans frontières. – Le cas de Christiana Figueres est exemplaire en ce qu'elle permet une interaction entre le niveau des États et celui des « *milliardaires philanthropes* », entre politiques et financiers, sous couvert d'ONG. On a bien noté que la COP 28 se tiendrait en décembre à Dubaï sous l'autorité de sultan Ahmed Al Jaber, ministre en charge du pétrole et président de la Compagnie nationale pétrolière d'Abou Dhabi en même temps que de la Société d'énergie du futur (Masdar), également basée à Abou Dhabi. Face à lui, le secrétaire général de l'ONU a nommé en août dernier comme directeur général de la Convention-cadre, au poste qu'avait occupé la Costaricaine, un ministre originaire de l'une des plus petites îles des Caraïbes, Carriacou (7 000 habitants ; elle fait partie de la Grenade) – ministre qui a fait carrière pendant quatorze ans dans la Silicon Valley. Le déséquilibre ne peut être plus flagrant.

Le président Macron évolue à son aise dans ces milieux – du moins le croit-il et y dessine-t-il même son avenir à plus ou moins court terme. ■

(1). Édouard Morena, *Fin du monde et petits fours. Les ultra-riches face à la crise climatique*, La Découverte, 2023.



WIKIMEDIA COMMONS PHOTO - PRÉSIDENTICE RUSSIE.

Xi Jinping à la réunion des BRICS en 2015. Le jeu de mot *Xivilisation* vient du quotidien chinois *Global Times*, repris par *The Economist* du 29 avril 2023.

Xivilisation

Par Dominique Decherf

Trente ans après, *Le Choc des civilisations*, œuvre du politiste américain Samuel Huntington, continue d'être une référence. La réalité a souvent dépassé l'analyse. La recherche d'un nouvel ordre international relativisant la prédominance américaine suppose de mieux comprendre la vision chinoise.

Les civilisations représentaient l'état le plus élevé de la condition humaine, reliées entre elles par les liens de l'esprit. Les guerres naissaient des nationalismes. Le professeur de Harvard avait renversé la perspective. Les États-nations sont dépassés soit par le haut – la mondialisation –, soit par le bas – le multiculturalisme. Les guerres à venir viendraient des chocs de civilisations. Celles-ci, désormais axées sur des absolus de type religieux opposés, ne peuvent plus entrer en négociation. L'Afrique et le monde arabe seraient les champs de bataille car dépourvus de civilisation propre ou d'États-phares susceptibles d'imposer la paix.

La thèse de Huntington correspondait à un état de transition du monde sorti de l'anticommunisme pour se trouver confronté à l'islamisme. Cependant elle prétendait à l'universalisme au prix de contorsions et de bricolages tant historiques que philosophiques. En cela, la question de la place de la Chine dans le nouvel ordre international était déjà présente. Entre son article à la revue *Foreign Affairs* de l'été 1993 et son livre de 1995, Huntington avait d'ailleurs évolué : abandonnant la version d'une Chine de civilisation confucéenne, même si ce n'était pas une religion mais une sagesse, il était revenu à une conception plus nationale d'une Chine sinisante.

La question a été largement reprise depuis : la Chine est-elle un État-civilisation ou un État-nation ? Le déclin des religions a entraîné une redéfinition du terme de civilisation, élargi à d'autres facteurs, historiques, ethniques, linguistiques, permettant de justifier à la fois l'exceptionnalisme et l'universalisme, au même titre que la civilisation américaine. À la différence de cette dernière toutefois, la Chine est majoritairement Han (85 %) tandis que les États-Unis sont multiethniques et multiculturels. Par voie de conséquence, ce n'est pas par sa civilisation si spécifique que la Chine peut rayonner sur le reste du monde. Ce n'est pas non plus par son idéologie. Alice Ekman n'a pourtant pas tort de mettre l'accent sur *La Chine Rouge vif* (Éd. de l'Observatoire, 2020, et *Dernier vol pour Pékin*, Éd. de l'Observatoire, 2022), sans crainte de prendre trop au sérieux le communisme : « *Le débat sur le marxisme de Xi Jinping importe peu au regard de la nouveauté du monde où s'imposera, marxiste ou non, la Chine.* » (*Politique étrangère*, 1/2023). Pour autant, c'est à travers une vision léniniste du parti exerçant un contrôle « orwellien » que le centre du monde se pense comme tel. Seul un marxiste patenté aura reconnu les siens comme le montre le pittoresque avertissement d'un authentique communiste britannique, passé par Gramsci,

Martin Jacques (1) : *When China Rules the world* (2009). Promoteur de l'idée d'État civilisationnel, reprise par d'autres politistes britanniques (jamais traduits en français, pas plus que Christopher Coker, *The Rise of the Civilizational State*, 2019), il relativise l'opposition entre « démocratie » et « totalitarisme » (Raymond Aron). Pourquoi vouloir, comme le disciple de ce dernier, Nicolas Baverez (tout en citant Bainville), opposer *Démocraties et empires autoritaires* (Éd. de l'Observatoire, 2023) quand l'alternative est entre le libéralisme et l'État-nation ? Le politiste auquel Huntington donnait la réplique l'avait compris : Francis Fukuyama qui dès 1989 avait décrété « *la fin de l'Histoire* » quand celle-ci ne faisait que commencer. On avait moins relevé un autre aspect de son propos qui était de souligner que le libéralisme avait conquis la planète à la seule limite de l'islamisme et de quelques nationalismes exacerbés. Si l'on conclut, avec les meilleurs spécialistes du sujet, à l'échec de l'islamisme politique, sa thèse serait validée désormais à la seule limite du pouvoir chinois et de ses émules « autoritaires ». Et si c'était l'inverse ou, comme on le disait au moment de la supposée détente avec Moscou (1976) contre laquelle ils nous mettaient déjà en garde : « *Et si les Chinois avaient raison ?* »

L'initiative chinoise de civilisation globale (GCI). – Le 15 mars, Xi Jinping a annoncé une conférence virtuelle non des États, mais des partis politiques de 105 pays dans le monde. Celle-ci reprend parfois mot à mot un discours prononcé par le même à l'UNESCO à Paris en 2017. C'est dire la constance d'une pensée qui n'est pas de pur opportunisme. Xi s'inscrit dans la ligne du « dialogue des civilisations », mais va bien au-delà en y voyant le berceau d'une nouvelle civilisation universelle. Pratiquement, sa vision inclut la réforme de la gouvernance mondiale, du système monétaire international, et la résolution de l'écart Nord-Sud. Elle transcende les projets initiaux de « routes de la soie » ou BRI (*Belt and Road Initiative* = Initiative Ceinture et Route), qui avaient connu un relatif insuccès, ne serait-ce que par le piège de la dette, non soluble à travers les mécanismes classiques qui renvoient au FMI et au Club de Paris, institutions jugées partiales et non représentatives.

La logique de l'initiative chinoise ne vise pas à un monde multipolaire comme pourraient le laisser penser les tenants des pôles civilisationnels. Elle a dépassé le stade de l'émergence de nouvelles puissances. Elle se veut une complète explication du monde, « totale » sinon totalitaire en ce sens où il n'y a plus de centre – et donc plus de périphérie.

Les États-Unis ne peuvent évidemment penser un monde où il n'y aurait plus de numéro un, et dont ils ne seraient plus le centre. Le chef de l'école réaliste américaine, John Mearsheimer, n'a cessé de le répéter. Il est impensable pour n'importe quel président américain, pour le système en général, que les États-Unis ne soient plus en *pole position*. Ce qui commencerait par le Pacifique, et à Guam plutôt qu'à Taïwan (ou à Taïwan parce que Guam).

On entend souvent dire que la Chine entend remettre en cause l'ordre international de 1945, en pensant à celui de Yalta ou de Bretton Woods. C'est Roosevelt à la conférence du Caire en 1943, qui a admis la Chine au concert des grandes puissances, lui a garanti un siège de membre permanent au Conseil de sécurité à venir, et qui a soldé les traités inégaux conclus cent ans plus tôt. Il n'était même pas alors question de la France à ce niveau. Ces avantages ont été ensuite cédés de la Chine nationaliste à la Chine populaire, dont on peut donc dire qu'elle a bénéficié du nouvel ordre international.

La Chine se reconnaît en tant que nation depuis 1911. En tant que civilisation, elle revendique entre deux et cinq millénaires. Introduire le terme de civilisation fait référence à des régimes d'historicité totalement différents. S'il est utile de les connaître, comme l'ancien président Chirac y excellait, il est vain de s'y fonder pour évaluer les enjeux contemporains ou à venir. Xi Jinping définissait la civilisation comme l'âme de la nation. Il



Samuel Huntington. Son « choc des civilisations » a fait long feu.

faut la retenir pour ne pas tomber dans un nationalisme desséchant. C'est l'enjeu que souligne la vogue des États civilisationnels : que ce soit par exemple l'Inde de Modi ou l'Israël des sionistes religieux (2), l'appel à la civilisation peut soit nourrir un nationalisme exclusif, soit ordonner le nationalisme à des valeurs supérieures, « morale fermée contre morale ouverte » (Bergson). Un monde d'États-nations selon le modèle westphalien a apporté une paix durable à l'Europe issue de la Chrétienté brisée par la Réforme. Il a péri par l'affrontement des nationalismes du

La question est de savoir si, entre le monde multipolaire d'une paix impossible et la bipolarité d'une guerre improbable, il existe une troisième voie.

XX^e siècle. L'empire américain qui lui a succédé – et que l'on appelle aujourd'hui l'ordre international de 1945 – n'est pas un retour à la Chrétienté, que certains identifient au travers de l'Union européenne (UE), mais sa négation. Huntington l'a clairement théorisé à partir de sa version du protestantisme américain issue de « l'éthique du protestantisme et l'esprit du capitalisme » (Max Weber). Même si cette éthique calviniste a subi depuis 1906 de nombreuses métamorphoses, elle n'a jamais disparu. S'il y a bien une idéologie derrière l'opposition des démocraties et des empires autoritaires, c'est bien celle-là. Pour Huntington, pur produit de la civilisation américaine, l'autoritarisme commence à Rome : « *Los Von Rom* » était le motif du « *Kulturkampf* », ancêtre du « choc des civilisations », *Kultur* en

allemand étant ce qu'en anglais les philosophes de l'histoire nomment « *civilisation* ». Le « déchirement » du « *petit cap du continent asiatique* » (Valéry) entre catholiques et protestants, sans parler des orthodoxies, écartait d'office l'Europe, selon Huntington, d'une civilisation propre, ou autonome. Les Européens ne sauraient ressusciter ou recréer une « *culture européenne* ».

La question est de savoir si, entre le monde multipolaire d'une paix impossible et la bipolarité d'une guerre improbable, il existe une troisième voie.

Celle qui est ouverte par Xi Jinping représente pour la France et l'Europe une véritable révolution diplomatique. On ne l'avait pourtant pas exclue en matière de développement et de son financement. La réforme du FMI et même les routes de la soie offraient des terrains de coopération innovants. Dans de nombreux pays africains, la compétition n'excluait pas la recherche de garanties. La France aurait pu agir comme garde-fou pour consolider une relation sans la laisser dériver hors de proportion. Djibouti est un bon exemple. Même approche pour le multilatéralisme. En reconnaissant la Chine populaire en 1964, Paris avait entraîné le vote des pays africains francophones, ouvrant l'accès à la majorité. La Chine, contrairement à la Russie, a joué le jeu des forces de maintien de la paix. La Chine investit-elle les organisations internationales pour les démanteler ou au contraire pour leur conférer une nouvelle efficacité? Ne vaut-il pas mieux encourager leur présence que chercher à la bloquer – au risque de l'inciter à créer des institutions parallèles comme on l'a vu pour la banque d'investissement? Plus les Chinois sont présents à des postes de responsabilité, plus ils sont inclus dans le jeu, quitte à en faire évoluer les règles. Les Américains ne se sont jamais illustrés sur ce terrain. Un éditorial du *New York Times*, le 11 mars, signalait la contradiction majeure, selon lui, d'avoir fait entrer la Chine à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) tout en s'acharnant à bloquer le fonctionnement de l'organe arbitral de cette organisation. La continuation de la politique de sanctions unilatérales est éminemment contre-productive.

En est-il de même pour nous? L'éternelle question de fond est sans cesse éludée au prétexte qu'elle serait inopportune comme en 1964 la reconnaissance par de Gaulle. C'est une des rares analyses du président Macron qui ressortait de son voyage en Chine : la guerre, disait-il, pourrait survenir avant que nous ayons eu le temps de développer notre autonomie stratégique. Ce qui veut dire : il est déjà trop tard! ■

(1). Rédacteur en chef de *Marxism Today* de 1977 à 1991. Sa conversion à la Chine fait penser à celle de Garaudy à l'islam, tous deux mus par le rejet d'un Occident en déclin.

(2). Bruno Maçães (ex-secrétaire d'État portugais aux Affaires européennes), *Time*, 28 janvier 2023.

Une étonnante résilience islamiste

Deuxième pilier du régime iranien après le clergé chiite, les Gardiens de la révolution islamique forment une milice d'État qui est parvenue à résister à la sécularisation.

La Légion des Gardiens (*Sepah-e pasdaran*) est connue en Europe comme milice fanatisée chargée de la protection du régime et de la répression des dissidences. Le *Sepah* est effectivement une milice d'État mais son rôle n'est pas seulement répressif. Elle constitue, au sein de la République islamique, un puissant appareil qui mêle le politique et le religieux, le civil et le militaire, le public et le privé.

Née bien avant la révolution de février 1979, la Légion avait une vocation révolutionnaire qui ne s'est pas perdue après la prise du pouvoir puisque les *Pasdaran* se sont organisés en vue d'un nouveau passage à la clandestinité tout en développant une très forte implantation locale. Le prestige des *Pasdaran* a grandi pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran et leur martyrologie s'est encore allongé lors de l'engagement des Gardiens pour la défense des lieux saints du chiisme en Syrie contre Daech.



Stéphane A. Dudoignon.

Aujourd'hui, le *Sepah* dispose d'une puissance considérable, dans l'ordre religieux – les *Pasdaran* sont influents dans la « maison du Guide » –, sur le plan militaire où ils disposent de leur propre armée de terre, de leur marine et de leurs services de renseignement, et dans le domaine économique où l'influence acquise est sœur jumelle de la corruption. Cette puissance permet de mener des luttes internes pour la défense de la révolution islamique et de protéger le régime contre les révoltes populaires tout en jouant un rôle international, surtout en Orient (Liban, Syrie, Irak, Afghanistan, Tadjikistan, Yémen...) mais

aussi, ce qui est moins connu, en Amérique centrale.

Étudiant la sociologie de cette milice d'État (1), Stéphane A. Dudoignon pointe savamment « l'énigme de la durabilité » des *Pasdaran*. La Légion des Gardiens aurait dû connaître, en se bureaucratisant et en s'immergeant dans la corruption, un processus de sécularisation. Prenant ses distances avec l'idéologie religieuse de la révolution islamique, cette milice aurait pu renverser le Guide suprême et instaurer une dictature militaire. C'est ce qui ne s'est pas produit. Tout au long de son histoire, le *Sepah* a réussi à se ré-idéologiser en se bureaucratisant. Cela pour

trois raisons : la longue permanence assurée par la génération des fondateurs, la cohésion sociale et culturelle de cette génération issue des mêmes régions, enfin l'apparition tardive des affaires de corruption.

La lutte religieuse, toujours stimulée par la mémoire des martyrs, s'est accompagnée d'une résistance économique et politique aux sanctions internationales et à la menace d'une « révolution de couleur » inspirée par les États-Unis. Cette puissance qui utilise conjointement les ressorts de la religion et du nationalisme recèle de nombreuses fragilités, mais ce sont surtout les révoltes populaires de 2009, 2017-2018 et 2022 qui annoncent l'effondrement du système issu de la révolution islamique de 1979. ■

YVES LANDÉVENNEC.

(1). Après lecture de son ouvrage, nous conseillons l'écoute de la conférence donnée par l'auteur aux Mercredis de la NAR, le 23 novembre 2022 : *Le pouvoir face aux mouvements sociaux et politiques en Iran*, sur notre chaîne YouTube <https://www.youtube.com/watch?v=FAhvW1dJQKA>

► Stéphane A. Dudoignon, *Les Gardiens de la révolution islamique d'Iran, Sociologie politique d'une milice d'État*, CNRS Éditions, 2022.

Dans les revues



■ **Harkis.** – La revue mensuelle *Historia* est, depuis 1909, un modèle en matière d'histoire grand public et un lieu où les universitaires ne rechignent pas à publier. Depuis 2016, elle est la propriété du patron de gauche Claude Perdriel (dont le nom est lié au *Nouvel Observateur* ou au *Matin de Paris*...) et son directeur éditorial est le très macro-niste Maurice Szafran (cofondateur de *Marianne*...). On est loin d'un ancrage à droite, et on pourrait s'étonner que le n° 916 de la revue consacre son dossier à « Une si longue tragédie, les harkis, 1954-2023 », un thème cher aux nostalgiques de l'Algérie française.

Ce n'est pas le cas des rédacteurs de ce dossier, jeunes journa-

listes ou historiens, interrogeant les témoins directs des événements ou leurs descendants. On appelait *harkis* (la revue revient sur l'origine de ce mot, ses divers sens et emplois) des supplétifs de l'Armée utilisés à des fins de maintien de l'ordre. Ce qui nous plonge dans les campagnes algériennes des années cinquante où les débuts de la mécanisation créent un chômage de masse parmi les paysans sans terre (accaparée, un siècle plus tôt, par les colons), mais où les progrès de la médecine ont mis fin aux surmortalités, notamment infantiles. Des masses rurales désœuvrées et misérables feront à la fois le terreau de la révolution nationaliste algérienne et un réservoir de recrutement facile pour l'Armée, qui tentait de quadriller le terrain en appliquant les doctrines contre-révolutionnaires mises au point en Indochine.

Il faut saluer l'honnêteté du dossier dont le parti pris est celui des

plus pauvres, des plus ballottés par une Histoire dont ils n'avaient pas conscience. Les exactions dont ces supplétifs furent les auteurs contre des civils ou contre les militants du FLN ne sont pas dissimulées – avec le volet parisien de l'affaire sous la conduite du sinistre préfet Papon –; elles peuvent expliquer une partie de la suite, sans la justifier.

La suite, c'est que ces hommes qui s'étaient laissé enrôler au service de l'État français, pour une minable solde, ont été plus que trahis par le général de Gaulle, abandonnés à leur sort de boucs émissaires du nouvel État algérien. Le comportement de celui-ci fut digne de notre Terreur révolutionnaire : massacres et vexations, à la différence que, un demi-siècle plus tard, rien n'a été effacé, et les harkis subissent toujours une ténace discrimination.

En 1962, contrairement aux ordres donnés par les autorités françaises, quelques dizaines de

milliers de harkis, et parfois leurs familles, ont pu être « rapatriés » en France, échappant ainsi à un risque très fort de torture et d'exécution par le FLN. La façon dont ces Français musulmans ont été traités dans des « camps de transit » ou « hameaux forestiers » puis, d'une manière générale, par la société métropolitaine, n'est pas à l'honneur de la République. Le Parlement l'a partiellement reconnu dans une tardive loi de réparation, datée du 15 février 2022 et souhaitée par le président Macron.

La revue s'attarde aussi sur le sort de quelques descendants de harkis. Certains ont été ensuite à l'origine de la « marche des beurs » (1983) ou ont connu un beau parcours social. Les risques actuels avec la montée de l'islamisme et les manœuvres politiques algériennes en France ne sont pas évoqués, mais ces belles pages permettent de comprendre ces enjeux. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

DK



Par Gérard Leclerc

Georges Sorel, maître d'énergie

M'interrogeant ici-même sur les périls d'une certaine radicalité en cours, j'évoquais l'essai de Georges Sorel intitulé *Réflexions sur la violence*. Je prenais la précaution de dire qu'il s'agissait pour moi d'une lecture ancienne, suggérant qu'il faudrait revenir au texte même, pour vérifier s'il y avait lieu de craindre un encouragement à la politique du pire. Depuis, Jacques Julliard a répondu à mes préventions dans notre journal (*Royaliste* n° 1255), en restituant le véritable esprit de Sorel, qui tient à une sorte d'exigence morale supérieure. L'intéressé n'affirmait-il pas à Benedetto Croce : « Vous avez très bien reconnu quelle est la grande préoccupation de toute ma vie : la genèse historique de la morale. » Dès lors, il convient pour ceux qu'intéresse la découverte d'une pensée originale, d'autant plus qu'elle est en décalage avec la plupart des courants idéologiques actuels, de comprendre comment cet inspirateur du syndicalisme révolutionnaire nous convie dans des itinéraires de recherche précieux.

À cette fin, il convient de se rapporter à la longue préface que Pierre-André Taguieff vient de donner à une réédition des *Réflexions sur la violence*. Elle permet de saisir ce que le penseur entend par violence. N'y a-t-il pas dans cette volonté de promouvoir une notion aussi provocatrice un dessein d'élucidation qui fait exploser toute bien-pensance : « Il a tenté de penser l'impensable même : une violence créatrice et régénératrice, source de moralité, exercice de liberté. C'est dans sa tentative de répondre à un tel défi spéculatif que réside son originalité, et c'est en cela qu'il n'a cessé de fasciner nombre de personnages politiques et d'hommes de pensée aux opinions les plus diverses. »

Originalité qui tient aussi dans sa qualité d'antimoderne. Sorel ne croit pas aux lendemains qui chantent, et il aurait été le dernier à se laisser aller aux sirènes de la fin de l'histoire. Jacques Julliard le notait aussi dans l'entretien qu'il nous a donné : « Seul le capitalisme libéral est conforme à la lecture marxiste et déterministe de l'histoire, celle d'un développement spontané des forces productives. » En un mot, Sorel n'est nullement progressiste. Et s'il n'est pas réactionnaire au sens courant du terme, il ressemble un peu au George Orwell qualifié par Jean-Claude Michéa d'*anarchiste tory*. Anarchiste, Sorel le fut dans son désir de s'en prendre à la toute-puissance de l'Etat, mais aussi dans son exigence de liberté totale. Le mot libertaire a subi une dérive anti-morale qui le rend impropre à qualifier ce libre militant. Mais en son sens premier, il comporte cette insistance sans concession, de qui ne transige en rien avec les forces dominatrices.

Et c'est sur fond de liberté totale que se comprend cette violence sorelienne. En effet, un monde de liberté ne saurait être statique, il suppose un affrontement continu. Et de ce point de vue, Sorel est tributaire de Proudhon qui n'hésitait pas à faire l'éloge des vertus de la guerre. Taguieff rappelle de ce dernier un texte significatif : « La guerre est essentielle à notre nature, car sans elle l'homme n'eût rien conçu de la religion et de la justice. Il serait encore privé de sa faculté esthétique, il n'aurait su produire, goûter le sublime. » On peut s'effrayer de pareil éloge qui semble faire bon marché des cruautés de la guerre, des massacres et des débordements en tous genres. René Girard a aussi centré toute sa pensée sur la relation entre la violence et le sacré, non pour exalter la guerre, bien au contraire. Mais la visée de Sorel se rapporte à une autre face de la réalité, qui est l'héroïsme moral suscité par des situations de conflit : « C'est à la violence que le socialisme doit les

hautes valeurs morales par lesquelles il apporte le salut au monde moderne. » Plus généralement, Taguieff remarque que sur le terrain de l'épistémologie, polémique et critique (elle-même fondée sur une situation de crise) sont préférables aux consensus qui sont le lot du scientisme et du positivisme. Mais pour revenir aux vertus de la violence, que Sorel célèbre au sein de la société, il faut se mettre dans les dispositions qui sont les siennes. Une citation permet de rentrer au cœur du sujet : « Tout peut être sauvé si, par la violence, le prolétariat parvient à reconsolider la division en classes et à rendre à la bourgeoisie quelque chose de son énergie ; c'est là le grand but vers lequel doit être dirigée toute la pensée des hommes qui ne sont pas hypnotisés par les événements du jour, mais qui songent aux conditions du lendemain. La violence prolétarienne, exercée comme une manifestation pure et simple du sentiment de lutte des classes, apparaît ainsi comme une chose très belle et très héroïque ; elle est au service des intérêts primordiaux de la civilisation ; elle n'est peut-être pas la méthode la plus appropriée pour obtenir des avantages matériels immédiats, mais elle peut sauver le monde de la barbarie. »

On peut rester assez réticent devant pareille prosopopée, qui semble faire l'impasse sur les vertus de la paix et les nécessaires armistices propres à pacifier le corps social, avec des avantages matériels et moraux appréciables. S'il n'y avait pas possibilité de négociation, la vie en société ne serait même pas concevable. Pourtant, de ce texte, je retiendrais volontiers le terme d'énergie, et je poserais la question de savoir si le terme d'énergétique (selon le dictionnaire, science des manifestations de l'énergie) ne conviendrait pas mieux pour définir le point de vue sorelien. Certes, il est beaucoup moins provocateur, mais il me semble rendre compte d'un certain regard sociologique, où les relations se formulent en termes de ressources psychologiques et surtout morales. Ce qui nous ramène à la remarque de Jacques Julliard : « La morale, une morale à base d'héroïsme est au fondement de la vision du prolétariat et de l'œuvre de Sorel. » Voilà qui change foncièrement l'appréciation que l'on peut porter sur une philosophie *a priori* déconcertante. Ce qui distingue le commerce entre les hommes et leur activité, c'est l'énergie morale dont ils font preuve et qui permet le plus authentique progrès de civilisation.

Mais le véritable essai que nous propose Pierre-André Taguieff nous éclaire sur une autre question capitale, celle de l'influence politique de Sorel et des controverses infinies auxquelles elle a donné lieu. Fut-il réellement l'inspirateur du fascisme mussolinien ? Il y a de bonnes raisons d'en douter. Mais n'y a-t-il pas quelque chose de troublant dans l'adhésion enthousiaste avec laquelle Sorel a accueilli l'entreprise léniniste de 1917 ? Sans doute n'a-t-il pas eu le temps d'assister à la dérive totalitaire et sanglante d'un régime. N'aurait-il pas pu l'anticiper en raison de sa propre conception des phénomènes politiques ? Et puis Pierre-André Taguieff lève un drôle de lièvre, lorsqu'il termine son essai sur l'hostilité de son penseur à la démocratie : « L'un des effets idéologiques de l'anti-totalitarisme a été de faire de la "démocratie" un absolu et, en tant que tel, intouchable et incritiquable. » Voilà un bel objet de discussion alors que la démocratie se veut l'espace même de la discussion. ■

► Georges Sorel, *Réflexions sur la violence*, préface de Pierre-André Taguieff, La Nouvelle Librairie.

Présence de Jankélévitch

En même temps que la publication d'un *Cahier de l'Herne*, consacré à Vladimir Jankélévitch, et de *La Conscience juive* – un recueil de ses textes sur le judaïsme –, paraît sous la plume de Françoise Schwab une biographie intellectuelle qui offre une très sûre voie d'accès à son œuvre.

Françoise Schwab n'est pas philosophe mais historienne. Elle fut l'élève de Vladimir Jankélévitch dont les qualités de professeur ont été vantées par tous, tout comme sa passion, son esprit, son charme. Il manque parfois à son ouvrage un exposé strict des concepts de Jankélévitch, et le titre du livre peut être l'indice de pages trop à l'imitation de ce « *je-ne-sais-quoi qui aurait un charme irrésistible* ». Mais l'on sait que ce je-ne-sais-quoi, qui est un presque-rien, est une notion désormais liée au philosophe, quand bien même il ne l'a pas inventée. Il dira que cette notion provenait du père jésuite Baltasar Gracián, de Bossuet, de Montesquieu, de Pascal, et qu'il pourrait être même apparenté à « *l'esprit de finesse* ». Que « *les finesses du cœur ne sont pas celles de la libido* » et que les choses ne sont pas ce qu'elles sont : car d'où proviennent le charme d'une femme laide, celui de la musique, la nostalgie de l'homme même au cœur du bonheur ? Impalpables, indémontrables, inapaisables, ce sont à la fois la grâce et la légèreté de l'être, rien qui pèse ou qui pose, un presque rien mais qui commande toutes nos actions.

L'œuvre précoce de Vladimir Jankélévitch a été fécondée par le bergsonisme. Henri Bergson fut son maître, et son premier livre lui a été consacré. Tout comme lui, Vladimir Jankélévitch ne cessa de lutter contre les entreprises réductionnistes du positivisme ou encore contre la superbe des systèmes philosophiques, au nom d'une intuition ineffable, d'une intelligence fine de la réalité qui veut ouvrir au mystère, au spirituel, au surnaturel même. En ce qui me concerne pourtant, ma rencontre avec Vladimir Jankélévitch a été celle des pages de *L'Imprescriptible*, emplies de colère, d'intransigeance et de force morale. Non plus seulement « *la grâce et la légèreté* », mais une lutte ferme contre l'oubli et pour la justice. Suivons les étapes de la formation de cet esprit, épris de justice – et de musique puisqu'il fut aussi un grand pianiste et musicologue.

Jankélévitch (1903-1985) est un Juif russe et non un Russe, né à Bourges car ses parents, Samuel Jankélévitch et Anna Ryss, avaient fui Odessa et l'antisémitisme de l'Empire russe pour étudier à Montpellier. Médecin, son père était surtout un intellectuel et un traducteur (de



Vladimir Jankélévitch
(1903-1985).
Philosophe et résistant.

six langues !), l'un des premiers à avoir traduit Freud en France en même temps que Hegel, Shelling, Croce, Rank et d'autres philosophes, psychologues, sociologues. Vladimir Jankélévitch eut un père qui fut un mentor et un ami. C'est ainsi que son livre *La Mort* a été inspiré par les notations de son père au chevet des mourants. Il naît donc dans une famille d'intellectuels nourrie spirituellement de la civilisation russe, quoique non exclusivement. On y lit notamment Nicolas Berdiaev (1874-1948) et Léon Chestov (1866-1938), deux philosophes de la liberté, de la défense de la personne contre les systèmes, de la défense de la spiritualité contre le matérialisme et le rationalisme étroit. Berdiaev considérait

Il fut un philosophe solitaire et inclassable qui n'a pas écrit une philosophie de l'engagement mais dont la personne était engagée tout entière

que le problème de l'existence humaine était celui de sa libération. Il se révoltait contre les conceptions rationaliste, déterministe, téléologique qui brisent le règne de la liberté. Il a fondé la philosophie de la personne, influençant Emmanuel Mounier et son « *personnalisme* », ou encore le jésuite uruguayen Juan Luis Segundo, théologien de la libération. Quant à Chestov, il a influencé Albert Camus (*Le Mythe de Sisyphe, Caligula*) ; il fut surtout le maître spirituel du grand poète Benjamin Fondane (1899-1944), qui fut arrêté à Paris puis gazé à Auschwitz.

On comprend comment cet héritage spirituel a donné à l'œuvre philosophique de Jankélévitch une tout autre coloration, après les épreuves de la Seconde Guerre que sa famille avait dû subir : la guerre, le

totalitarisme nazi, la défaite, la collaboration française et la chasse des Juifs.

Par ailleurs, les trois enfants du couple suivent des études brillantes et Vladimir Jankélévitch a une scolarité française exemplaire : ENS en 1922, premier à l'agrégation de philosophie, il a été le disciple du grand Henri Bergson. Il commence une carrière universitaire, brisée par la révocation des Juifs de l'enseignement public puis par leur exclusion de la communauté nationale. Seul celui qui n'a pas vécu – ou compris avec l'intelligence du cœur – cette indignité, qui pour beaucoup se termina par l'assassinat, pourrait songer à la prescrire.

Jankélévitch découvre, comme l'a énoncé son ami Emmanuel Levinas, « *l'irrémissibilité de l'Être-Juif* » et ne pardonna jamais aux assassins et à leurs complices. Après la résistance à Toulouse, notamment avec son beau-frère Jean Cassou, il retrouve son poste à Lille en 1947 et occupe dès 1952 la chaire de philosophie morale à la Sorbonne. Il s'engage alors dans le débat public, soutenant les étudiants de Mai 68, militant pour le maintien de la philosophie dans l'enseignement secondaire et donc en faveur de l'esprit critique et spéculatif. Il fut un philosophe solitaire et inclassable qui n'a pas écrit une philosophie de l'engagement mais dont la personne était engagée tout entière, un philosophe non de l'existentialisme sartrien ni de la déconstruction heideggerienne, qui dominaient le champ philosophique à son époque, mais de la réparation, au sens juif du terme (*tikkoun olam*). C'est Jankélévitch qui a énoncé cette terrible formule : « *L'antisémitisme est une incroyable aubaine pour les antisémites. C'est l'antisémitisme mis enfin à la portée de tous. Il est permis désormais d'être démocratiquement antisémite* ». Nous pouvons encore le constater amèrement aujourd'hui.

Après la césure radicale de 1945, Vladimir Jankélévitch nous a indiqué, exemplairement, un mode de vie qui est action, guidé par la liberté et la recherche de la justice à chaque instant de notre vie, qui n'est qu'une suite d'événements dont nous devons sonder la profondeur. Une temporalité verticale en quelque sorte. Et quant à la vie, nous n'en avons qu'une, que nous ne pouvons consentir à être confisquée. ■

JASMINE GETZ.

► Françoise Schwab, *Vladimir Jankélévitch, Le charme irrésistible du je-ne-sais-quoi*, Albin Michel, 2023.

► Vladimir Jankélévitch, *La Conscience juive, l'Herne*, 2023.

► *Cahier de l'Herne Jankélévitch*, dirigé par Françoise Schwab, Pierre-Alban Gutkin-Guinfolleau et Jean-François Rey, 2023.

Quand rien n'était encore joué pour le roi

Les Archives nationales présentent une exposition qui rappelle que la Révolution française aurait pu déboucher sur un maintien de la monarchie.

L'exposition de l'hôtel de Soubise se concentre sur la situation dans laquelle se trouvait alors la famille royale au château des Tuileries, du 6 octobre 1789 au 10 août 1792. Elle comprend quatre chapitres : la vie quotidienne de la Cour aux Tuileries, le difficile partage du pouvoir politique entre le roi et l'Assemblée, la rue et la pression de l'opinion publique, l'influence de la sphère internationale. Les riches collections des Archives nationales permettent de brosser un tableau des trois dernières années du règne de Louis XVI. Parmi les objets, gravures, œuvres d'art et pièces du mobilier des Tuileries, les visiteurs découvriront la Constitution de 1791, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le journal de Louis XVI ouvert aux pages des années 1791-1792, son manifeste politique aux Français (20 juin 1791), un portrait de la reine rarement exposé et la correspondance entre Marie-Antoinette et le comte de Fersen. Les Archives donnent la parole aux gouvernants comme au peuple de la rue qui s'exprime par des pétitions, journaux, pamphlets ou des billets placardés dans les rues.



La Fête de la Fédération, le 14 juillet 1790. Une monarchie parlementaire était possible.

En 1789, Versailles est, depuis un siècle, la résidence du roi, de ses ministres, des courtisans. Tout s'emballé à partir du 5 mai 1789, date d'ouverture des États généraux. Du serment du Jeu de paume à la prise de la Bastille, de la Constituante à l'adoption de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, l'été 1789 voit advenir la Révolution. Le 5 octobre, un groupe insurrectionnel de femmes envahit le château, demande du pain et le retour du roi à Paris. Au matin du 6, Louis XVI accepte de revenir à Paris. À 9 heures du soir, la famille royale arrive aux Tuileries où elle va résider jusqu'au

10 août 1792. La Garde nationale assure la sécurité, ou plutôt la surveillance. Le sentiment d'insécurité et l'absence de liberté poussent la famille royale à tenter, dans la nuit du 20 au 21 juin 1791, la malencontreuse fuite à Varennes, qui va créer un fossé avec une partie du pays.

La rue parisienne avec ses cafés, ses journaux et ses clubs forme un pouvoir populaire qui fait pression sur le pouvoir institutionnel. La rue gronde, les pamphlets se déchainent, l'émeute n'est jamais loin. L'Assemblée où siègent les députés de la Constituante, puis de la Législative, est proche des Tuileries. Élevé dans l'idée

qu'il est le représentant de Dieu dans la Nation, Louis XVI voit le pouvoir absolu lui échapper. Les lois et décrets pris par les députés heurtent parfois sa conscience, notamment la Constitution civile du clergé. Les deux pouvoirs en place, le roi et l'Assemblée, tentent de cohabiter pendant presque trois ans à la recherche d'une monarchie constitutionnelle à définir. La constitution adoptée le 3 septembre 1791 précise, dans son article 3 du Titre III, que « le Pouvoir législatif est délégué à une Assemblée nationale composée de représentants temporaires, librement élus par le peuple » ; et dans l'article 4, que « le Gouvernement est monarchique : le Pouvoir exécutif est délégué au roi, pour être exercé sous son autorité, par des ministres et autres agents responsables ». L'exposition se conclut sur les événements qui précipitent la fin du règne. Le 20 avril 1792, la France déclare la guerre à l'Autriche. Le 10 août, la foule envahit les Tuileries. Le pouvoir du roi est suspendu et la famille royale prend le chemin de la prison du Temple. ■

ALAIN SOLARI.

Exposition

■ **Chapelle expiatoire.** – Sous le titre provocateur « *Le seul homme de la famille* », citation reprise d'un Napoléon peu avare de formules à l'emporte-pièce, est présentée une exposition consacrée à la duchesse (1778-1851) et au duc (1775-1844) d'Angoulême.

Le lieu est étroitement lié à la duchesse. À son retour d'exil en 1814, elle se rend au cimetière de la Madeleine et participe à l'édification de la Chapelle expiatoire. Marie-Thérèse Charlotte de France, premier enfant de Louis XVI et de Marie-Antoinette, est la seule de sa fratrie à sortir vivante de la période ré-



volutionnaire. Elle sera « *l'Orpheline du temple* », échangée en décembre 1795 contre des prisonniers français détenus

par l'Autriche. À la chute de l'Empire, lorsque son oncle Louis XVIII devient roi, il est veuf, de même que le comte d'Artois, futur Charles X. « *Madame Royale* », seule descendante de Louis XVI encore en vie, épouse d'un héritier du trône, tient en quelque sorte le rôle de reine. Son mari est Louis-Antoine, duc d'Angoulême, fils du comte d'Artois. Il renoncera au trône, en 1830, lors de l'abdication de Charles X. L'exposition retrace les étapes marquantes de la vie du couple princier.

A. S.

► **Chapelle expiatoire, 29, rue Pasquier, Paris VIII^e arrondissement. Jusqu'au 17 septembre 2023.**

► **Louis XVI, Marie-Antoinette et la Révolution. La famille royale aux Tuileries (1789-1792), Hôtel de Soubise, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris III^e arrondissement. Jusqu'au 6 novembre 2023.**

DES ROYALISTES CONTRE LES NAZIS (52)

Solange Ferré de Bourgogne

« Elle est menue, mince, brune, des yeux petits, mais bien fendus, noirs et vifs... Son ton est décidé, sa voix enrouée et basse. Elle doit abuser du "Caporal". Elle fume sans arrêt et son cendrier déborde de mégots. Sa mise est bourrue, robe de lainage marron, veste de tweed, écharpe blanche nouée, le tout fatigué et sevré de repassage depuis longtemps. Elle tient de l'artiste et de la businesswoman... Elle doit être d'Action française. » C'est ainsi que Madame Jeanne Patrimonio, enquêtrice pour la Commission d'histoire de l'occupation et de la libération de la France (1), présente Solange Ferré de Bourgogne en 1945.

Celle-ci est née le 8 juin 1913 à Ancenis (Loire-Atlantique) dans la famille du procureur de la République Paul Ferré et son épouse, née Nicole de Bourgogne. Elle se marie en 1938 avec Henri Thabut. Passionnée de littérature, de musique, d'équitation, elle tient, avant-guerre, un magasin d'antiquités...

Hubert de Lagarde (voir *Royaliste* n°s 1254 et 1255) décide, avec Pierre Nord, d'organiser un réseau d'espionnage, sérieux et professionnel, pour l'Armée secrète. Ce sera le SR Villars devenu le réseau Éleuthère. En octobre 1942, déjeunant avec la jeune femme, qu'il a rencontrée avant-guerre, Hubert lui demande de devenir son « agent de liaison ».

Madame Thabut préfère son nom familial Ferré de Bourgogne, mais clandestinité oblige, elle sera connue comme le capitaine Solange, ou Marie, Claudine, Isabelle. Comme le remarque Pierre Nord : « Sous les apparences les plus féminines, c'est un homme. C'est même l'homme à tout faire d'Éleuthère... Sa vivacité d'allure, d'esprit et de décision, son à-propos, l'autorité que confèrent à ce "bout de femme" son intelligence et son courage... lui ont valu d'être chargée de nombreuses missions délicates... »

Femme d'action, elle part sur le terrain organiser les contacts, récupérer les rapports, régler les différends entre résistants. En septembre 1943, suite à une série d'arrestations, capitaine Solange passe à Nantes. La ville est en flammes, en ruine. Elle vient de subir sa première vague de bombardements (2). Lors de la seconde, « la seule consolation de ces sinistres lâchers d'obus restera l'audacieux hold-up de la Résistance ». Ce 23 septembre, accompagnée de Yacco (Briac Le Diouren, futur chef du maquis de Saffré), Solange Ferré de Bourgogne profite de la pagaille,



« Elle était le seul sourire, la seule gaieté de cette vie sinistre, dans cette dure entreprise qui apparaît sans issue en cet impitoyable hiver sans feu, sans nourriture, sans fin... »

Pierre Nord, *Mes camarades sont morts*.

pénètre dans la *Feldkommandantur 518*, place Maréchal-Foch, et y dérobe de nombreux documents. À la gare elle passe les contrôles, prend le train pour Paris, dissimule le dossier dans le compartiment réservé aux Allemands... Les plans du « mur de l'Atlantique », de Saint-Nazaire à La Baule, sont immédiatement transmis à Londres.

Certains, malgré leur âge, n'ont pas hésité à s'engager de nouveau. Ainsi, le vieux général (3) d'infanterie Louis Lugand (1871-1945), devenu chef de l'Armée secrète des Deux-Sèvres, poursuit ses contacts avec Lagarde. Arrêté le 15 décembre 1943, sous la torture ce grand blessé de la guerre 14-18 dit le minimum, mais c'est déjà trop ! À Compiègne, en partance pour le Reich, il croise un autre royaliste, Jean de Sesmaisons qui racontera son calvaire.

Éleuthère est informé de cette arrestation. Immédiatement c'est le branle-bas. Lagarde et Ferré de Bourgogne déménagent tous les documents du 7, quai Voltaire.

La carte de journaliste d'Hubert est oubliée. Tellement compromettant ! Solange décide, malgré tout, d'aller la récupérer. Le vendredi 17 décembre 1943, l'espionne est prise dans la souricière montée par la *Geheime Staatspolizei* avec la complicité de l'*upravdom* (concierge-surveillante), comme on dit en URSS stalinienne.

Plusieurs fois interrogée à la *Sicherheitspolizei* (*Sipo*: Police de sûreté), rue des Saussaies, la jeune femme reste muette. Elle prend le train I.204 du 18 avril 1944, et devient le numéro 35302 à Ravensbrück où elle reste 6 mois. Envoyée à l'usine de céramique de Bohême, au commando de Neurohau/Nová Role (K23F), elle tente de s'enfuir. Les gardiens tirent. Elle reçoit une balle dans la cuisse. Envoyée à Dresde, elle y travaille comme infirmière, et réussit cette fois à s'échapper, le 22 avril 1945...

Pierre Nord : « Un télégramme de l'état-major du général de Montsabert (voir *Royaliste* n° 1251), dont le corps d'armée marchait du Danube au Rhin, m'apprit que l'on avait ramassé dans un fossé allemand une jeune femme à l'état cadavérique, qui disait se nommer

Solange de Bourgogne, avoir travaillé avec moi et s'être évadée d'un camp de la mort... Je la cru morte. En vérité, je la vis morte. Elle a survécu, cette diablesse ! » Elle retrouve Paris le 6 juin 1945. Elle reçoit la médaille de la Déportation, celle de la Résistance, la croix de guerre (39-45) avec palmes, la Distinguished Service Order (de l'United Kingdom), et elle est faite chevalier de la Légion d'honneur. Après guerre, elle poursuit ses activités avec le contre-espionnage, divorce, se remarie et décède le 5 octobre 1973. ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.

(À suivre: Raymond Sarton du Jonchay.)

- Briac Le Diouren, *Soldat de l'ombre 1939-1945*, préface du col. Rémy, chez l'auteur, 1968.
- Pierre Nord, *Mes camarades sont morts*, 3 volumes, Librairie des Champs-Élysées, 1947.

(1). En octobre 1944 a été créée la Commission d'histoire de l'occupation et de la libération de la France (CHOLF), et en juin 1945 le Comité d'histoire de la Guerre. En décembre 1951, le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (CHDGM) réunit ces deux organismes. Ses archives sont en consultation libre : FranceArchives <https://francearchives.gouv.fr>.

(2). Bilan des bombardements anglo-américains sur Nantes les 16 et 23 septembre 1943 : 1463 morts, 2500 blessés, 10000 familles sans logis et 513 hectares de la ville ravagés.

(3). Le général de division d'infanterie Louis Lugand, né à Nantua le 22 mai 1871, officier de la Légion d'honneur, part de Compiègne le 17 août 1944 par le train L265. Il devient le n° 78461 et meurt en bon chrétien à Buchenwald en 1945.



Brèves royales

Les Habsbourg font parler d'eux :



Le prince Ferdinand de Habsbourg.

■ **18 avril. Rome.** – Parution de *The Habsburg Way*, par Édouard de Habsbourg, ambassadeur de Hongrie auprès du Saint-Siège depuis 2015. Préfacé par le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, il énumère sept règles déduites de l'histoire de la famille : se marier et avoir beaucoup d'enfants ; être catholique pratiquant ; croire dans l'Empire et la subsidiarité ; défendre l'ordre et la justice ; savoir qui l'on est et se comporter en conséquence ; montrer son courage dans la bataille ou avoir un bon général ; bien mourir et avoir des funérailles grandioses. L'archiduc, fils du dernier prince palatin de Hongrie, contribua à la visite du pape François à Budapest du 28 au 30 avril. Le *New York Times* lui a consacré un portrait, le 27 avril.

■ **30 avril. Budapest.** – Présence à la messe papale, de plusieurs archiducs d'Autriche-Lorraine dont Georges de Habsbourg, second fils d'Otto de Habsbourg, ambassadeur de Hongrie en France depuis 2021, et son neveu, fils aîné du prétendant Charles de Habsbourg, Ferdinand-Zvonimir. Ce dernier a droit à un long portrait dans le *New York Times* du 5 mai : « *Un Prince sans trône* », qui aurait troqué la monarchie pour la course automobile. L'archiduc est en effet pilote de formule 3 ; il a triomphé dans sa catégorie aux 24 Heures du Mans en 2021. Il aura 26 ans le 21 juin prochain et vit à Vienne où il ne peut porter ni titre ni particule. Selon lui, on recenserait actuellement 600 Habsbourg.

■ **6 mai. Londres.** – Sacre du roi Charles III et de la reine Camilla, dont il est rendu compte dans le présent numéro. La présentation au balcon du palais de Buckingham puis la photo officielle ont formalisé la réduction de la famille royale « active » à douze, y compris le roi et la reine, soit seulement six couples. Comme annoncé, ni Harry (Sussex), second fils du roi et 5^e dans l'ordre de succession, ni Andrew (York), frère cadet du roi et 8^e dans l'ordre de succession, n'en font partie. Ne figurent que William, fils aîné de Charles, prince de Galles, héritier direct, Edward, frère cadet du roi, duc d'Édimbourg, 13^e dans l'ordre de succession, Anne, sœur du roi, 16^e, ainsi que le duc de Gloucester, descendant de George VI, 30^e, le duc de Kent, descendant de George V, 40^e, et sa sœur Alexandra de Kent, 56^e. Les trois derniers ont respectivement 78, 87 et 86 ans. Au balcon – mais pas sur la photo –, cinq enfants seulement, les trois de William, 2^e, 3^e et 4^e dans l'ordre de succession, et les deux d'Edward : James, comte de Wessex, et Lady Louise qui aura 20 ans cette année, 14^e et 15^e. La question est d'autant plus cruciale que le roi et la reine auront besoin de relais dans l'exercice de leurs fonctions, notamment pour les voyages à l'étranger. Les obligations familiales de William limiteront aussi sa disponibilité.

Il ne devrait plus y avoir de grande manifestation populaire autour de la monarchie avant plusieurs années, sauf décès du roi ou de la reine. Il n'est pas d'usage de célébrer de jubilé avant vingt ans de règne. Le fils aîné du prince de Galles, George, n'ayant que dix ans cette année, un mariage royal n'est pas à l'horizon avant dix ou quinze ans.

■ **9-11 mai. Hanoï.** – Déplacement au Vietnam de la reine des Belges, Mathilde, en tant qu'ambassadrice du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Pour sa dixième mission internationale à ce titre, la reine a été reçue par le président Võ Văn Thu'ông et s'est rendue à Lào Cai, la frontière de la Chine, au milieu de la population Hmong.

■ **15 mai. Bruxelles.** – Interrogations dans la presse belge sur la réserve du roi dans les médias : « *Pourquoi le roi Philippe ne donne pas d'interview* ». Les journalistes souhaiteraient qu'à l'occasion du dixième anniversaire du règne, le Palais s'inspire du voisin néerlandais : à la même échéance, le mois dernier, le roi Guillaume-Alexandre a réalisé un *podcast* en dix épisodes. Rien de tel en Belgique, le Palais arguant de la vulnérabilité de tout propos royal dans la structure si complexe de l'État fédéral

où le roi joue un rôle qui dépasse le caractère protocolaire, du souci de préserver la vie privée et familiale, et du refus d'un engrenage médiatique dont l'immédiateté ne s'accorde pas avec le temps long où s'inscrit la monarchie. Visiblement, une pression s'exerce en faveur d'une nouvelle politique de communication plus ouverte.

MARIE-JO YORK.

La Nouvelle Action royaliste

■ **Notre campagne pour la défense nationale :** Le n° spécial de *Royaliste* (1256 bis) présentant nos analyses et propositions sur la loi de programmation militaire 2024-2030 est paru le 16 mai. Il a fait l'objet d'une large diffusion, notamment auprès des députés qui examineront le projet de loi à partir du 22 mai.

Mercredis de la NAR

■ **Nos conférences** débutent à 20 heures précises à notre siège, 36-38 rue Sibuet, Paris 12^e (métro Picpus ou Bel-Air). Participation aux frais : 2 euros. Un en-cas est servi sur place à 22 h (8 euros). Pour suivre directement ces réunions en vidéoconférence, adresser un mail à : lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr.

Mercredi 24 mai

Arnaud Teyssier

Alain Peyrefitte a-t-il été le Las Cases du général de Gaulle ?

Mercredi 31 mai

André Grimaldi

Sauvons l'hôpital public !

Mercredi 7 juin

Lauréline Fontaine

La Constitution maltraitée, anatomie du Conseil constitutionnel.

Mercredi 14 juin

Françoise Germain Robin

La grande manipulation de Paul Kagamé.

Mercredi 21 juin

Alain Juillet

Le crépuscule de l'occident : fantasmes et réalités.

Mercredi 28 juin

David Langlois-Mallet

L'avenir de Paris.

Toutes les conférences des Mercredis sont, mises en ligne sur notre chaîne Youtube : <https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste>

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.
CPPAP n° 0324 D 84801 jusqu'au 31/03/24.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER TROIS MOIS (20 €) SIX MOIS (30 €) UN AN (50 €) UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF UN AN (40 €) UN AN SOUTIEN (50 €)

Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

D.R.



Par Bertrand Renouvin

Notre vie avec les fantômes

Depuis qu'il exerce la présidence funéraire du parti qui a osé s'intituler « Les Républicains », Éric Ciotti tente de faire valoir un semblant d'autorité auprès des cinq tendances répertoriées de sa formation. Pour sauver les apparences, il a eu l'idée de constituer un *shadow cabinet*, ou cabinet fantôme, chargé de donner l'illusion d'une cohérence.

L'information serait de faible intérêt si l'initiative du député niçois n'était en parfaite adéquation avec l'air du temps. Le cabinet fantôme de la vieille droite néolibérale va donner la réplique à la gouvernance fantomale qui est censée présider aux destinées de la nation. Depuis belle lurette, il est évident que nous n'avons plus de gouvernement mais son exacte négation puisque la gouvernance est l'art de gouverner sans gouvernement, dans le mépris du peuple souverain et si nécessaire contre lui.

Cette gouvernance néolibérale n'est pas nouvelle mais elle approche avec Emmanuel Macron de son point de perfection. Sous la houlette d'une Élisabeth Borne présentée comme toujours-déjà sur le départ, des ministres que l'on n'avait jamais vus apparaissent soudain à la lueur d'un fragment brûlant de l'actualité – parfois le commerce, parfois l'industrie –, mais d'autres se sont perdus dans les méandres de ces structures participatives-dissipatives qu'on appelait autrefois les ministères. Ainsi Madame le ministre des Affaires étrangères.

Dans ce bal spectral, les deux béquilles de la Présidence restent en pleine lumière. L'un, à l'Intérieur, tient le discours de la Vigilance face au Désordre et au Crime – qui n'en prospèrent pas moins. L'autre, à Bercy, clame qu'il va couper les têtes de l'hydre inflationniste, en pleine connivence avec ses amis du patronat. Qu'importe. Emmanuel Macron se tient au centre. Nous ne voyons que lui.

Mais que voyons-nous ? Des apparences successives, des costumes de scène, du semblant. Emmanuel Macron ne cesse de se raconter l'histoire dont il est le héros. Sur nos écrans, il a joué Clemenceau, de Gaulle, Chirac, Mitterrand. Il fut Jupiter, il est aujourd'hui Vulcain forgeant l'industrie de demain. On dit qu'il pourrait séduire une chaise. Il a fait beaucoup mieux que cela. D'entrée de jeu, il a transformé la fonction présidentielle en fiction réécrite, réduisant l'incarnation du pouvoir à des exhibitions télévisées. Il vient même de réussir l'exploit assez rare d'inverser le légendaire spectacle donné par Potemkine. Le ministre présentait à Catherine II des villages de carton-pâte pour lui faire croire que le peuple était heureux. Emmanuel Macron fait défiler sur les écrans de télévision sa propre image de chef

heureux au peuple furieux qu'on a parqué à bonne distance. Sa solitude est celle du Héros qui tutoie l'Histoire à l'Arc de Triomphe, au Mont Valérien. Et s'il fait des rencontres, c'est avec le Destin. « *Paradoxalement, ce qui me rend optimiste, c'est que l'histoire en Europe redevient tragique* », a osé dire cet homme qui a ensuite déclaré la guerre à un virus et s'est mêlé du conflit russo-ukrainien pour y jouer un rôle de supplétif.

La tragédie effective, sanglante, donne l'occasion de nouvelles postures qu'on abandonne lorsqu'il s'agit de distribuer ce que l'Élysée appelle des « *sucreries* ». Et voici le Clemenceau du XXI^e siècle en bras de chemise dans une cour d'école, annonçant des subsides pour les enseignants. Et voici le nouveau de Gaulle annonçant des baisses d'impôts pour les classes moyennes. Et voici le patron de la *start-up nation* discutant à Versailles avec Elon Musk et jouant les banquiers d'affaires.

Annonces prolifiques présentées comme les fruits de l'attractivité. Pluie bienfaisante de promesses de réindustrialisation et de plein-emploi. Tout autour du Héros de notre temps, les élites rassemblées dans ce que Christophe Guilluy appelle le « *Parti de la brume* » diffusent des expertises élogieuses et de solennelles banalités au cours d'interminables bavardages.

Les feux de la rampe et les signaux-prix dans la brume ne doivent pas faire oublier les techniciens qui permettent que la pièce soit jouée. Quand Emmanuel Macron quitte la tribune, des fonctionnaires sont mobilisés en hâte pour rédiger un projet de loi, mettre au point des décrets d'application, évaluer les effets de la baisse d'impôt annoncée, négocier des aménagements avec Bruxelles – là où se trouvent les maîtres du jeu –, rédiger les discours à venir... Et il y a toujours des policiers et des gendarmes pour prendre des coups lorsque la réforme dépasse le seuil du tolérable, des soldats pour risquer leur vie à la suite de choix erratiques.

La gouvernance néolibérale n'a aucune considération pour ceux qui, à tous les niveaux de responsabilité, s'efforcent de mettre un peu de réalité dans le fantomal, une once de rationalité dans le dilettantisme, un soupçon d'humanité dans la langue de bois. Ces serviteurs de l'État peuvent très bien décider, un jour ou l'autre, de ne plus sauver les apparences et de rejoindre les millions de citoyens déjà mobilisés.

L'oligarchie réunit un petit nombre de personnes pour la défense de très gros intérêts financiers. Mais cette coalition n'est rien si ceux qui assurent quotidiennement sa survie décident de se croiser les bras. ■

Sommaire

Page 2 – Le sacre et le couronnement d'un roi. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Retraites : la page n'est pas encore tournée. – L'Écho du net.

Page 4 – Des médias toujours plus proches de leurs publics. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Complexe obsidional du pouvoir macronien.

Page 6 – L'Arménie abandonnée ? – Voix étrangères. – Les Faits marquants.

Page 7 – Les amis verts (II) : Costa Rica.

Pages 8-9 – Xivilisation.

Page 10 – Iran ; une étonnante résilience islamiste. – Dans les revues.

Page 11 – Georges Sorel, maître d'énergie.

Page 12 – Présence de Jankélévitch.

Page 13 – Quand rien n'était encore joué pour le roi. – Chapelle expiatoire.

Page 14 – Solange Ferré de Bourgogne.

Page 15 – Brèves royales. – Mercredis de la NAR.

Page 16 – Notre vie avec les fantômes.